



Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : 25/IMO/44671/OLP
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 03-201 – Février 2016
Date du repérage : 27/06/2025
Heure d'arrivée : 08 h 00
Temps passé sur site : 01 h 30

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : **Charente-Maritime**

Adresse : **42 ALLEE DES FAISANS**

FORET DE SUZAC

Commune : **17132 MESCHERS SUR GIRONDE**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

.....

Section cadastrale AN, Parcelle(s) n° 139

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

☐ **Présence de traitements antérieurs contre les termites**

☐ **Présence de termites dans le bâtiment**

☐ **Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 131-3 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 01/11/2006**

Documents fournis :

..... **Néant**

Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :

..... **Habitation (maisons individuelles)**

.....

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application des articles L131-3 et L126-24 du CCH :

..... **Arrêté préfectoral n° 17-196 DU 27/01/2017**

B. - Désignation du client

Désignation du client :

Nom et prénom : **CONSERVATOIRE DU LITTORAL**

Adresse : **42 ALLEE DES FAISANS**

FORET DE SUZAC

Commune : **17132 MESCHERS SUR GIRONDE**

Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**

Nom et prénom : **CONSERVATOIRE DU LITTORAL**

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **OLIVIER PROVINI**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **SARL AUGRY**

Adresse : **7 AVENUE JEAN JAURES**

17110 SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE

Numéro SIRET : **414 135 574 00039**

Désignation de la compagnie d'assurance : ... **AXA**

Numéro de police et date de validité : **6709513304 / 01/10/2025**

Certification de compétence **0167** délivrée par : **B.2.C**, le **10/01/2023**

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

Bâtiment - Cuisine,
Bâtiment - Chambre,
Bâtiment - Toiture,

Bâtiment - Façades,
Bâtiment - Auvent,
Annexes - Cabane bois

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Bâtiment - Cuisine	Sol - , A, B, C, D - Carrelage Mur - A, B, C, D - Enduit et Peinture Porte (P1) - A - Bois et Peinture Fenêtre (F1) - A - Bois et Peinture Plafond - PVC	Absence d'indices d'infestation de termites
Bâtiment - Chambre	Sol - Carrelage Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture Fenêtre (F1) - D - bois et Peinture Plafond - pvc	Absence d'indices d'infestation de termites
Bâtiment - Toiture	Plafond - fibrociment	Absence d'indices d'infestation de termites
Bâtiment - Façades	Mur - Enduit et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Bâtiment - Auvent	Sol - Plafond - pvc	Absence d'indices d'infestation de termites
Annexes - Cabane bois	Mur - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiés en France métropolitaine (*Reticulitermes flavipes*, *reticulitermes lucifugus*, *reticulitermes banyulensis*, *reticulitermes grassei* et *reticulitermes urbis*) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (*Coptotermes* et *heterotermes*),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les *kalotermes flavicollis* présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les *Cryptotermes* présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricole**, appartiennent au genre *Nasutitermes* présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L 133-5 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court

terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Ensemble immobilier - infrastructure, fondations (Hors d'atteinte),

Ensemble immobilier - Réseaux souterrain (Hors d'atteinte),

Annexes - Terrain (Végétation importante)

G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Ensemble immobilier - infrastructure, fondations	Toutes	Hors d'atteinte
Ensemble immobilier - Réseaux souterrain	Toutes	Hors d'atteinte
Annexes - Terrain	Toutes	Végétation importante
Bâtiment - Chambre	ensemble	Plafond partiellement effondré

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire. Cette intervention fera l'objet d'une facturation selon le tarif en vigueur. S'agissant des combles mansardés, seul un contrôle partiel par sondage de la charpente pourra être réalisé.

H. - Constatations diverses :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses
Général	-	Aucun traitement ne semble avoir été réalisé Le diagnostic se limite aux zones rendues visibles et accessibles par le propriétaire Les zones situées derrière les doublages des murs et plafonds n'ont pas été visitées par défaut d'accès
ensemble immobilier	Boiseries intérieures, Boiseries extérieures, Boiseries anciennes, Solivages bois, Charpente bois	Indices d'infestation de---- Insectes à larves xylophages ----
	Boiseries intérieures, Boiseries extérieures, Boiseries anciennes, Solivages bois, Charpente bois	Présence d'indices d'infestation d'autres agents de dégradation biologique du bois

Note 1: Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

I. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L.133-5, L.133-6, L 271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars

2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.
Les vides sanitaires feront l'objet d'un contrôle que s'ils sont accessibles.

Moyens d'investigation :

Examen visuel des parties visibles et accessibles.
Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Aucun accompagnateur

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Néant

J. – VISA et mentions :

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

*Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **B.2.C 24 rue des Prés 67380 LINGOLSHEIM (détail sur www.info-certif.fr)***

Visite effectuée le **27/06/2025**.

Fait à **MESCHERS SUR GIRONDE**, le **27/06/2025**

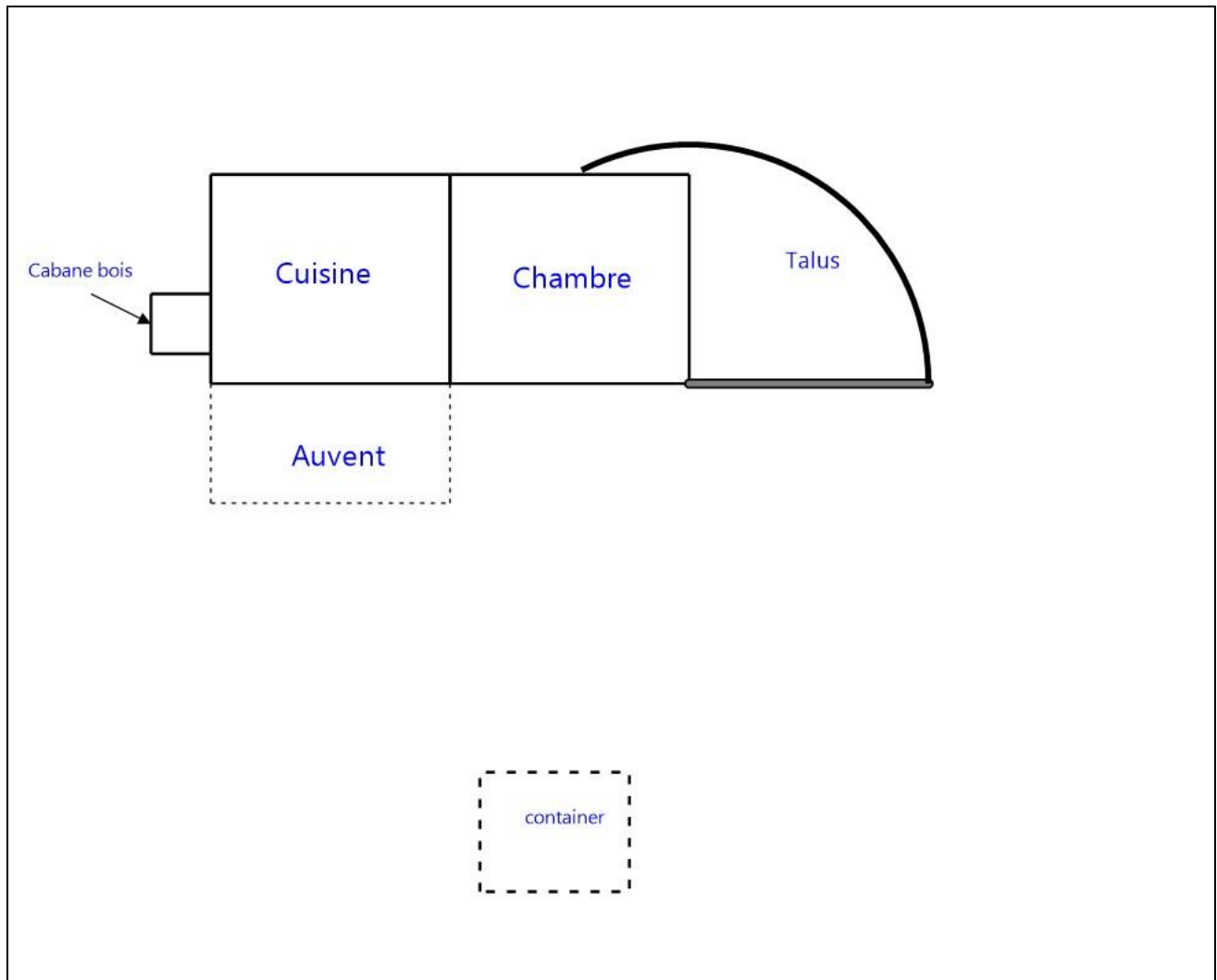
Par : OLIVIER PROVINI



Signature du représentant :



Annexe – Plans – croquis



Annexe – Ordre de mission / Assurance / Attestation sur l'honneur

Aucun document n'a été mis en annexe

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

AGENT

EI JOUARET DAVID
64 BD DE LATTRE DE TASSIGNY
17200 ROYAN
Tél : 0546051760
Fax : 05 46 06 66 39
Email : AGENCE.DAVID.JOUARET@AXA.FR
Portefeuille : 0017047144

**SARL AUGRY
7 AV JEAN JAURES
17110 ST GEORGES DE DIDONNE FR**

Vos références :

Contrat n° 6709513304
Client n° 3829967304

AXA France IARD, atteste que :

**SARL AUGRY
7 AV JEAN JAURES
17110 ST GEORGES DE DIDONNE**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 6709513304** ayant pris effet le **01/01/2024** garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs survenus du fait de l'exercice de ses activités

DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS.

1/ en cas de vente d'un bien immobilier au titre de la constitution du dossier technique, et visés aux 1° à 7° de l'article L 271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation

2/ en cas de location de bâtiments à usage principal d'habitation et de livraison de bâtiments neufs au titre de la constitution du dossier de diagnostic technique visé à l'article 3-3 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique;
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique;
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation;
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation;
- L'état des risques naturels, miniers et technologiques prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation;
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation;

100102020241001



1/3

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

- L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation

PRESTATIONS AUTRES QUE CELLES REALISEES DANS LE CADRE DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE

Métrage loi CARREZ

Etat des lieux locatifs

Mesure du Radon dans les maisons individuelles et immeubles a usage d'habitation

Diagnostic de conformité aux normes de surface et d'habitabilité - pret a taux zero

Etablissement du carnet d'entretien en matière de mise en copropriété

Diagnostic réglementaire d'accessibilité handicapé

Vérifications réglementaires périodiques en matière d'installations électriques

Infiltrométrie, Test d'étanchéité à l'air

Réglementation thermique RT 2012 et RE 2020

Diagnostic Technique Global (DTG)

Recherche de fuites d'eau

Diagnostic assainissement autonome et collectif.

Contrôle des réseaux aэrauliques RE 2020

Audit énergétique réalisé dans le cadre de la Loi Climat et Résilience n°2021-1104 du 22/08/2021 ; A L'EXCLUSION DE TOUTES PRESTATIONS DE LOUAGE D'OUVRAGE OU DE MAITRISE D'ŒUVRE RELEVANT DE L'OBLIGATION D'ASSURANCE DECENNALE.

Prestation de services pour des tâches administratives : pré-rédaction d'attestation de prise en compte du phénomène de retrait gonflement des sols argileux à la déclaration d'achèvement des travaux

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2024** au **01/10/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à ROYAN le 1 octobre 2024

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/3

Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/3



Accréditation
n°4-0557
PORTÉE
DISPONIBLE SUR
www.cofrac.fr



N° de certification
B2C 0167

CERTIFICATION DE PERSONNES

attribuée à :

Olivier PROVINI

Dans les domaines suivants :

Amiante sans mention : Secteur B : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Obtenu le : 10/10/2022

Valable jusqu'au : 09/10/2029*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Amiante avec mention : Secteur Bbis : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Obtenu le : 10/10/2022

Valable jusqu'au : 09/10/2029*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Plomb sans mention : Secteur A : Certification de personnes réalisant des constats de risque d'exposition au plomb (CREP)

Obtenu le : 25/05/2023

Valable jusqu'au : 24/05/2030*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Energie sans mention (DPE) : Secteur D : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'habitations individuelles et de lots dans des bâtiments à usage principal d'habitation et des attestations de prise en compte de la réglementation thermique

Obtenu le : 08/12/2022

Valable jusqu'au : 07/12/2029*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Energie avec mention (DPE) : Secteur Dbis : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'immeubles ou de bâtiments à usage principal autre que d'habitation

Obtenu le : 08/12/2022

Valable jusqu'au : 07/12/2029*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Électricité : Secteur F : certification des personnes réalisant l'état des installations intérieures d'électricité

Obtenu le : 17/12/2021

Valable jusqu'au : 16/12/2028*

Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Gaz : Secteur E : certification des personnes réalisant l'état des installations intérieures de gaz

Obtenu le : 12/11/2023

Valable jusqu'au : 11/11/2030*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Termites : Secteur C : certification des personnes réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment, en métropole

Obtenu le : 10/01/2023

Valable jusqu'au : 09/01/2030*

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Fait à STRASBOURG, le 10 novembre 2023

Responsable qualité,
Sandrine SCHNEIDER

*Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs de la surveillance.
La conformité de cette certification peut être vérifiée sur le site : www.b2c-france.com

24 rue des Prés • 67380 LINGOLSHEIM • Tél : 03 88 22 21 97 • e-mail : b.2.c@orange.fr • www.b2c-france.com

Ce document n'est valable (garantie sur l'état du bien, et conformité de l'acte authentique) que si les honoraires ont été encaissés.

Important: validité des observations: le jour de la visite. Le constat d'état parasite est un constat, un jour donné, et non une action visant à détruire ou empêcher les attaques de xylophages. Elle ne saurait en aucun cas garantir contre les attaques de xylophages, seule une action, donc un traitement pourrait le garantir.

Conditions générales: Ce constat porte seulement sur "l'existant", c'est à dire sur les parties accessibles et visibles, à l'exclusion des parois, parquets, plafonds recouverts ou masqués par des papiers, lambris, plinthes, moulures, revêtements de sols, meubles...

Dans le cas de détection de traces laissées par des capricornes ou autres insectes la mention: « Indices d'infestation » indique qu'à un moment donné récent ou ancien, une infestation de xylophages a eu lieu. Dans ce cas, en l'absence d'une preuve attestant qu'un traitement anti-xylophage a été effectué, les insectes xylophages doivent être considérés actifs. Concernant les termites, la mention "en activité" indique sans ambiguïté que les insectes ont été repérés visuellement.

Dans le cas où l'immeuble aura fait l'objet d'un traitement anti-xylophages, il appartiendra à l'acquéreur d'en vérifier la garantie et la durée de validité.

Le présent document et son contenu sont protégés par les règles de la confidentialité de notre profession. Toute communication, copie ou révélation de son contenu à d'autres personnes que les destinataires est strictement interdit. Il ne peut être utilisé ou reproduit dans son intégralité, y compris les annexes. La reproduction d'extraits est interdite sans notre autorisation écrite préalable. L'utilisation du présent rapport lors d'un compromis sous seing privé, ou d'un acte notarié vaut engagement irrévocable et incontestable de règlement de la note d'honoraires afférente, au cas où celle-ci n'aurait pas été acquittée préalablement. Au cas où ce document ne vous serait pas destiné, nous vous remercions de nous en aviser immédiatement par téléphone, et de nous le retourner par voie postale, à nos frais, sans en conserver de copie.

En cas de contestation, le Tribunal de SAINTES sera seul compétent.